

Précis



BANQUE MONDIALE DÉPARTEMENT DE L'ÉVALUATION DES OPÉRATIONS AUTOMNE 2000 NUMÉRO 200

La femme et le développement : une évaluation du rôle de la Banque

L LA MAJORITÉ DES PAUVRES SONT DES FEMMES ET des enfants. Ce sont surtout les femmes qui prennent soin des enfants. Dans beaucoup de pays pauvres, les femmes produisent la moitié de l'alimentation et représentent le quart de la main-d'œuvre dans l'industrie et le tiers dans les services. Plus que les hommes, les femmes vont probablement consacrer les revenus qu'elles contrôlent aux dépenses essentielles de la famille. Et pourtant, beaucoup de programmes de développement ignorent le problème de la condition féminine. La part des bénéficiaires du développement qui revient aux femmes n'est pas proportionnelle à leur nombre, ni à leur importance dans la vie économique. Un élément essentiel du rôle de la Banque dans la lutte contre la pauvreté est la réduction des inégalités entre les sexes et une aide à la participation des femmes au développement économique des pays.

La Banque est l'une des premières institutions multilatérales ayant demandé que l'analyse sociologique obligatoire dans l'évaluation des projets d'investissement étudie l'impact de l'opération sur la condition des femmes. La Politique opérationnelle 4.20 : « Développement et inégalité des sexes » a été publiée en 1994, dans le cadre d'une initiative de la Banque pour la réduction de la pauvreté. Elle complète les procédures opérationnelles régissant le traitement des projets et demande que les problèmes d'inégalité des sexes soient pris en considération dans la conception des programmes de pays.

En 1995 et 1997, le Département de l'évaluation des opérations (OED) a examiné les progrès réalisés par la Banque dans ce domaine. L'OED a conclu qu'en dépit des résultats déjà obtenus, des efforts supplémentaires

devaient être faits pour mieux intégrer le problème de la condition féminine dans les programmes de la Banque.

Dans un rapport prévu pour 2001, l'OED va étudier la pertinence et l'efficacité du traitement de l'inégalité des sexes dans l'aide de la Banque. Sur la base de consultations avec les représentants des bailleurs de fonds, le personnel de la Banque et de personnalités des pays clients qui s'intéressent particulièrement à ces problèmes, l'OED va évaluer les efforts faits par la Banque pour améliorer les politiques gouvernementales sur la condition féminine, banaliser l'intégration de cette dimension et répartir équitablement entre hommes et femmes les bénéficiaires de son action.

Cette évaluation examinera les questions suivantes : La Banque a-t-elle véritablement introduit le problème de la





Porteuse d'eau, Burkina Faso. Reproduction autorisée : Photothèque de la Banque mondiale.

femme dans ses stratégies d'assistance aux pays ? Est-ce que cette assistance correspond aux objectifs de développement des pays clients ? A-t-elle produit des résultats et des réformes institutionnelles durables ? Quels sont les points forts de l'action de la Banque ? Comment la Banque peut-elle accroître son efficacité ?

Vues des protagonistes de la défense de la condition féminine

Récemment, un atelier de deux jours et une table ronde d'un jour ont réuni de hauts responsables des pays, des spécialistes de la condition féminine et des spécialistes de l'évaluation, en provenance du monde entier, pour la discussion des problèmes que pose l'évaluation des mesures prises par la Banque pour lutter contre l'inégalité des sexes. L'atelier a montré la complexité de cette question et souligné les différences de vues sur les méthodes les plus efficaces. Ce Précis résume les vues exprimées par les participants à ces discussions.

Pourquoi est-il difficile de banaliser la lutte contre l'inégalité des sexes ?

Que signifie la banalisation ? Un thème est banalisé quand il fait tellement partie de la routine qu'il n'est plus l'objet de critiques et de commentaires. L'informatisation des bureaux, les numéros de rues et la scolarisation des enfants de six ans sont de bons exemples de banalisation. Plusieurs types d'intervention peuvent contribuer à banaliser la lutte contre l'inégalité des sexes :

- Des programmes spéciaux pour les femmes (tels que la scolarisation des filles).
- Des projets bien adaptés à la situation présente, qui tiennent compte des besoins différents des hommes et des femmes.
- Des politiques, des programmes et des projets visant à réformer la situation présente (par exemple, en incitant les parents à investir volontairement dans l'éducation des filles).

La condition féminine est un problème sensible qui affecte la vie des individus. L'égalité des sexes est un problème théorique et culturel qui affecte aussi le patrimoine social ; la banalisation du sujet a des conséquences sur la répartition des pouvoirs, l'égalité

Encadré 1 . La politique de la Banque sur l'inégalité des sexes

PLUSIEURS CONSEILLERS JURIDIQUES SUCCESSIFS DE la Banque ont aidé le Conseil d'administration à interpréter les Statuts de la Banque en fonction de l'évolution des besoins des pays membres. Il n'est pas douteux que, dans tous les pays du monde, l'augmentation de la productivité des femmes peut stimuler le développement et réduire la pauvreté. Au contraire, refuser d'attaquer le problème serait un facteur d'inefficacité, aggraverait l'inégalité des hommes et des femmes et affecterait la durabilité des actions de développement. Les services de la Banque non seulement estiment que les Statuts de la Banque autorisent des mesures spéciales en faveur des femmes, mais encore pensent que les politiques de l'institution rendent ces mesures obligatoires. La politique de la Banque sur l'égalité des sexes a été approuvée par le Conseil d'administration et figure dans la Politique opérationnelle 4.20. Ce document, qui comprend des instructions de la haute direction au personnel de la Banque, est le produit direct des stratégies antérieures de la Banque sur l'égalité des sexes. Le problème de la condition féminine doit être intégré dans les programmes de lutte contre la pauvreté et dans la conception des mesures visant à atténuer les effets négatifs des projets. La lutte contre l'inégalité des sexes s'intègre dans d'autres politiques opérationnelles relatives à la réduction de la pauvreté, aux populations indigènes et aux déplacements et réinstallations involontaires de population. Dans ses travaux sur la condition des femmes, la Banque a bénéficié des avis et conseils des pays membres.

Source : Texte basé sur les commentaires de A.Rigo dans « Évaluation de l'impact de l'aide de la Banque sur l'égalité des sexes ».

des citoyens et la vie politique. Les signes d'inégalité ne sont pas les mêmes dans les différentes sociétés ; mais dès que l'on comprend la nature du problème, il est possible d'identifier des indicateurs adaptés aux situations locales.

Certains participants estimaient que la lutte contre l'inégalité des sexes pouvait être intégrée soit dans les opérations traditionnelles des banques de développement, soit dans de nouvelles activités (le développement de l'enfance ou le contrôle de la violence), soit sous la forme d'opérations de crédit (investissant dans la femme au lieu de l'assister). Il est possible que la banalisation de ces activités soit plus facile dans des domaines nouveaux ou en cours d'invention, tels que la réduction de la violence ou l'appui aux microentreprises ; il s'agit en effet de domaines expérimentaux plus accessibles aux idées nouvelles.

Aucun consensus n'a pu être obtenu sur cette banalisation du problème de la femme. Le paradoxe est

que le succès de la banalisation enlève au problème sa visibilité ; en sens inverse, des projets spécialement conçus pour les femmes tendent à les marginaliser. Certains estimaient que, parallèlement aux efforts de banalisation, il fallait encore promouvoir des projets ciblant les femmes ou des opérations du type « Femmes dans le développement ». Mais beaucoup d'autres pensaient que seules des réformes des politiques macroéconomiques, basées sur des stratégies concrètes, pouvaient avoir des effets durables. Ils notaient que des progrès plus importants avaient été réalisés dans le domaine de la condition féminine que dans la lutte contre la pauvreté ; mais la solution n'est pas dans le développement de 20 millions de petits projets ciblés sur les femmes. Ce sont les concepts, les stratégies et les allocations de ressources qui doivent progresser de façon radicale.

Certains participants étaient partisans d'actions au niveau des projets ; en effet, les gouvernements des pays clients exécutent les projets, mais leurs agences sont souvent faibles, débordées, parfois même totalement désorganisées, et ont bien du mal à assurer les services de base. Les chefs de projet sont surchargés de travail et doivent répartir des ressources limitées entre des interventions en faveur des femmes et beaucoup d'autres causes. Certains experts de la Banque, au lieu de faire campagne au niveau le plus élevé, préfèrent travailler à la base, gagner la confiance des chefs de projet et des responsables des secteurs et démontrer l'intérêt des interventions en faveur des femmes grâce à de solides recherches basées sur l'expérience et grâce à l'emploi des techniques du marketing social (identification des groupes cibles ; efforts pour éveiller leur intérêt).

Les politiques économiques sont-elles sans incidence sur les situations respectives des deux sexes ?

Plusieurs participants estimaient que les politiques macroéconomiques n'étaient pas neutres mais aveugles. Tout d'abord, les lois sur la propriété et l'héritage sont nettement discriminatoires. En outre, seul le travail rémunéré est considéré comme productif et la plus grande partie du travail des femmes n'est pas comptabilisée dans le produit national brut (PNB). Les politiques qui ignorent l'inégalité des sexes ont souvent des effets sexistes. En 1989, les dépenses militaires des pays en développement étaient de 67 % supérieures aux dépenses d'éducation et de santé ; pour les pays industrialisés, la différence était seulement de 28 %. L'ajustement structurel est plus néfaste aux femmes pauvres qu'aux hommes pauvres. L'ajustement structurel oblige les gouvernements à réduire leurs budgets pour atteindre l'équilibre financier, mais les économies réalisées dans le secteur productif créent un surcroît de travail dans le secteur reproductif où les femmes sont majoritaires. Les mécanismes du marché affectent l'équilibre entre les sexes, mais celui-ci influence à son tour le fonctionnement du marché.

L'inégalité des sexes est un problème de développement. Hommes et femmes n'ont pas la même façon de consommer, d'épargner et de dépenser. Les variables macroéconomiques les affectent différemment. Bien qu'il soit impossible d'appliquer des méthodes uniformes pour l'analyse du problème de l'égalité des sexes, il est possible de parvenir à quelques conclusions universelles sur la base desquelles la Banque pourrait développer des stratégies adaptées au cas de chaque pays. Par exemple, les programmes d'aide sont plus efficaces quand les femmes

participent aux activités de développement. L'alphabetisation des femmes accélère la croissance économique. Enfin, l'accès à l'eau et au microcrédit peut transformer la vie des femmes et aussi de leurs familles.

Surmonter les résistances institutionnelles à l'analyse de la condition féminine

Le développement est une transformation sociale, que les facteurs culturels ne freinent pas davantage que le développement lui-même. Comment peut-on découvrir, au sein de la communauté des institutions de développement, des valeurs et des facteurs qui empêchent l'analyse des problèmes d'inégalité des sexes ? Il suffit pour cela d'examiner les méthodes de travail des organisations et de faire parler ceux qui se taisent. Le pouvoir n'est pas nécessairement sous le contrôle d'un seul sexe, mais l'analyse approfondie d'une institution révèle souvent les déficiences d'une structure hiérarchique et d'une répartition des pouvoirs qui découragent le risque et l'innovation.

La structure de la plupart des institutions est conçue pour servir les intérêts des hommes ou, en tout cas, comporte d'importants facteurs de discrimination qui perpétuent l'inégalité des sexes. Tel est par exemple le cas de la séparation du travail et de la famille ou de la distinction entre le travail rémunéré et la vie familiale. La thèse selon laquelle l'individu doit donner la priorité au travail va contre les intérêts des femmes, dont la principale responsabilité est le travail familial et communautaire. Cette thèse dévalue les objectifs et les intérêts de la femme au sein même d'organisations qui pourraient soutenir le rôle de la femme dans la famille et favoriser la reconstruction des responsabilités familiales ; elle est constamment présente dans un certain nombre d'instruments de gestion et de

contrôle tels que les évaluations de performance. Accorder plus de valeur à l'individualisme et à la compétition qu'au travail d'équipe et à la coopération, c'est glorifier des héros (généralement des hommes) et des produits finis, souvent au mépris des intérêts du client. Donner la priorité à des objectifs quantitatifs (tels que la livraison d'intrants) plutôt qu'à l'ensemble de la mission (le progrès social par exemple) freine le progrès vers l'égalité des sexes.

La création d'offices ou de ministères spéciaux pour les femmes est une mesure inutile dans les pays où les mouvements de femmes sont faibles et où l'intérêt pour la condition féminine reste fragile et dépend beaucoup de la volonté des individus et des politiques. Il est plus facile de banaliser le problème de l'inégalité des sexes là où les hommes détiennent le pouvoir mais respectent l'expertise des femmes qu'en invoquant les sentiments d'équité qui animent les hommes. Les excellentes intentions qui inspirent la promotion de certains projets et programmes seront sans effets si ce ne sont pas les femmes qui réussissent leur négociation avec les hommes. Au contraire, attaquer le problème de la condition féminine au nom de la contribution des femmes à l'activité économique facilite la banalisation du problème. Les arguments économiques sont efficaces quand il s'agit de convaincre et de prouver que des mesures doivent être prises pour l'égalité des sexes. Les offices et les ministères de la femme sont plus puissants s'ils allient leurs efforts avec ceux d'autres offices et ministères.

Que doit faire maintenant la Banque ?

Certains participants estimaient que la Banque, au lieu d'intervenir au niveau microéconomique, pour lequel

Pourquoi, 20 ans après que le problème ait été soulevé par la communauté du développement, l'égalité des sexes ne figure-t-elle pas dans les programmes de développement ?

*Robert Picciotto,
Directeur général, Département
de l'évaluation des opérations,
Banque mondiale*

d'autres institutions sont souvent mieux placées, devait donner la priorité au dialogue de politique ; en effet, ce domaine, pour lequel la Banque dispose d'un avantage comparatif, peut être le catalyseur du changement. Si, par exemple, un petit groupe de femmes tente de développer la composante assurance d'une de ses initiatives, mais se heurte à des obstacles de politique et de réglementation, parce que l'État s'intéresse davantage aux grandes compagnies d'assurance, le plus important pour la Banque est que, parallèlement à son aide financière, elle persuade le gouvernement de réformer les réglementations qui empêchent les femmes de s'assurer.

Selon d'autres participants, la Banque devrait non seulement comprendre les contraintes politiques et sociales qui limitent la productivité des femmes, mais encore analyser les réactions des ménages et des entreprises aux politiques d'ajustement. Elle devrait être capable de déterminer si des évaluations ont été faites sur la base de consultations avec les hommes et les femmes, ou si elles représentent seulement les vues des femmes ; en effet, les conclusions peuvent être sensiblement différentes. Le jugement sur une intervention ne devrait pas être basé sur une évaluation partielle des comportements, mais sur l'impact de l'intervention sur le bien-être de la population ; en effet, les nouveaux comportements n'ont pas nécessairement pour effet d'améliorer la condition féminine. À court terme, l'augmentation des contributions scolaires n'aura pas nécessairement des effets négatifs sur le budget des ménages, mais à long terme, c'est toute une génération de filles dont les chances de scolarisation seront marginalisées.

En collaboration avec les gouvernements, la Banque doit identifier les inégalités entre les sexes et les causes profondes du phénomène ; son rôle est, à court terme, d'éliminer les inégalités et, à moyen terme, d'attaquer les racines du mal. La politique de la Banque est de faire en sorte que les bénéfices de son aide soient équitablement répartis entre les hommes et les femmes ; mais l'égal accès aux bénéfices n'est pas nécessairement équitable. Les femmes souffrent d'un handicap ; seul l'octroi d'un supplément de ressources permettra de résoudre le problème.

D'autres participants approuvaient la politique de la Banque au sujet de l'égalité des sexes, mais faisaient remarquer que la qualité des politiques dépendait de ceux qui les appliquent. La Banque n'a pas encore totalement institutionnalisé la banalisation du problème de la condition féminine. Pour la plupart des projets, l'analyse du problème n'apparaît pas dans les documents présentés au Conseil. La Banque a augmenté ses prêts pour l'éducation, la santé et la population, mais elle n'a pas toujours développé ses projets de crédit pour les femmes. Elle pourrait le faire, par exemple en exigeant un traitement privilégié pour les femmes dans les opérations de crédit aux microentreprises. La Banque hésite à aborder les problèmes d'égalité des sexes au moyen de projets spéciaux pour les femmes ; mais elle pourrait multiplier les projets ciblant les femmes en intégrant dans ses opérations une composante développement des capacités à l'usage des femmes et par des efforts concertés pour renforcer l'aptitude des femmes au leadership.

Certains ont noté que les économistes de la Banque paraissent attendre des preuves supplémentaires que les problèmes d'égalité des sexes avaient de l'importance. Il faut que la Banque dise à ses fonctionnaires qu'ils manquent à leurs obligations s'ils n'intègrent pas dans leurs travaux les problèmes d'égalité des sexes. En outre, il est important que le personnel de la Banque dispose des informations et reçoive les incitations nécessaires pour favoriser la participation des femmes au développement.

Certains participants pensaient que le manque de progrès dans l'application de ces politiques avait pour cause des allocations de ressources insuffisantes. Trop

peu nombreux sont les sociologues connaissant bien les problèmes de condition féminine qui peuvent participer à la préparation de programmes et de projets et à des évaluations participatives ; il y a donc un problème de capacité.

De meilleures évaluations

Depuis quelques années, les évaluations de l'OED portent principalement sur les pays et permettent d'évaluer, dans le temps et pour l'ensemble des secteurs, la cohérence des stratégies d'assistance. Il faut que les objectifs des projets soient étudiés de façon telle qu'il soit possible de suivre leur réalisation et de les comparer aux résultats obtenus. Mais les évaluations au niveau des pays posent des problèmes d'un type nouveau. Quels instruments permettront de mesurer de façon distincte, au niveau des pays, les impacts sur la condition des hommes et sur celle des femmes ? Par rapport à quelle base va-t-on évaluer les résultats de l'assistance de la Banque ? Comment va-t-on analyser les résultats obtenus pour chacun des deux sexes et évaluer le rôle de l'aide de la Banque dans l'accomplissement de ces résultats ?

Il est difficile d'observer et de mesurer l'intégration du problème de l'égalité des sexes dans les activités de la Banque si celle-ci, au lieu de promouvoir des projets indépendants ciblés sur la femme, invente de nouveaux instruments qu'elle incorpore dans ses projets concernant tous les secteurs. Dans sa nouvelle stratégie sur la banalisation du problème de la condition féminine, le Conseil sectoriel sur l'égalité des sexes met l'accent sur les objectifs suivants : donner au personnel de la Banque les outils et les informations nécessaires pour l'expansion de leurs analyses (qui démontreront l'importance de l'égalité des sexes pour la lutte contre la pauvreté) et pour assister les institutions nationales qui tentent de transformer l'équilibre entre les sexes.

Il est difficile d'analyser l'impact d'une intervention sur la base de quelques indicateurs ; ce sont les évaluations participatives - où les analyses sont faites par les bénéficiaires - qui permettent de mieux identifier les corrélations et les causes. Les institutions partent de l'hypothèse que les femmes sont pénalisées et proposent des solutions qui, espèrent-elles, seront efficaces. Mais les femmes pauvres connaissent leurs handicaps et peuvent définir avec précision les réformes à entreprendre. Les évaluateurs des projets devraient donc se poser les questions suivantes : Les femmes ont-elles participé à la sélection du projet ? Ont-elles été impliquées dans sa conception et son exécution ? Ont-elles eu accès aux ressources et aux bénéfices de l'opération ?

Leçons retenues

L'accord n'est pas toujours parfait entre les pauvres et ceux qui les représentent. Les inégalités persistent et empêchent souvent les femmes pauvres de défendre leur point de vue. Le moment est venu de parler des aspects économiques du problème et la Banque devrait jouer un rôle éminent dans ce domaine. Selon l'un des participants, le temps des études est passé ; c'est désormais l'action qui s'impose.

L'objectif de l'aide devrait être « l'égalité des résultats », c'est à dire une diminution globale de toutes les inégalités, beaucoup plus qu'une répartition égale des bénéfices d'un projet particulier entre les hommes et les femmes. La Banque devrait appuyer l'élimination des politiques et des réglementations qui affectent la capacité des femmes de contribuer au développement à long terme et de bénéficier de ses effets ; elle devrait soutenir la réforme des systèmes juridiques pour garantir l'égalité des droits entre les hommes et les femmes ; elle devrait vérifier l'application effective des nouvelles lois ; elle devrait améliorer les bases de données permettant d'analyser la condition féminine ; elle devrait, par des incitations appropriées, encourager les pays à emprunter pour des programmes en faveur des femmes, de la même façon qu'elle encourage l'allocation de ressources à la protection

Encadré 2 : Pourquoi les pays doivent-ils produire des données identifiant les différences entre les situations des hommes et des femmes ?

NORMALEMENT, LES FEMMES EXERCENT SIMULTANÉMENT DES RÔLES MULTIPLES. AU CONTRAIRE les fonctions des hommes sont généralement moins nombreuses, plus distinctes et non simultanées. Typiquement, le rôle des femmes comprend la reproduction, l'entretien du foyer, la production de biens et services et la gestion communautaire. Souvent les bailleurs de fonds et les gouvernements ignorent les implications du rôle différent des hommes et des femmes dans la conception et la mise en œuvre des projets. Il est difficile d'évaluer l'impact des projets sur l'égalité des sexes quand ils n'ont pas été conçus pour atteindre cet objectif. Cependant, comme les effets imprévus des projets sont souvent différents pour les hommes et les femmes, même dans le cas des projets considérés comme neutres dans ce domaine, il est important de rassembler des données qui permettent de distinguer les différences d'impacts. C'est ainsi qu'au Mali l'amélioration de la production du riz a augmenté la production et le revenu total des ménages, mais a modifié la répartition des pouvoirs et les allocations de ressources au sein des familles, avec des effets négatifs sur les indicateurs de santé et de nutrition. En Europe, quatre types de modèles macroéconomiques distinguant les facteurs affectant les hommes et les femmes sont en cours de développement:

- Distinguer l'impact des facteurs macroéconomiques et des autres facteurs en vue d'identifier les différences d'impact selon les sexes.
- Intégrer les différences entre les hommes et les femmes dans un certain nombre de variables économiques telles que l'épargne et la dépense.
- Diviser l'économie entre les secteurs productifs (les variables macroéconomiques traditionnelles) et reproductifs (travail non rémunéré; biens et services non marchands et surtout services sociaux).
- Une combinaison des trois premiers modèles.

Il est impossible, sans la séparation des données concernant les hommes et les femmes, de mesurer les effets des interventions sur l'égalité des sexes. Les pays en développement ne sont pas tous intéressés par la collecte de données économiques nationales, encore moins de données distinguant la situation des hommes et des femmes. La Banque devrait aider les institutions nationales à collecter, analyser et utiliser les données nécessaires pour l'analyse et la formulation des politiques. Pour améliorer ses évaluations, elle devrait encourager des réactions et commentaires plus vigoureux sur la structure des différents projets.

de l'environnement ; enfin, elle devrait intégrer le problème de l'égalité des sexes dans ses prêts pour les réformes de politiques.

Les participants ont suggéré que la Banque devrait également :

- Faire la démonstration à son personnel que la lutte contre l'inégalité des sexes a une influence. Mettre l'accent sur l'analyse économétrique des problèmes clés.
- Adopter des méthodes de travail qui encouragent les pays à s'approprier le problème. Identifier, appuyer et former ceux qui peuvent être les agents du changement ; favoriser le développement d'une culture favorable à l'innovation. Encourager l'évolution des conceptions et des méthodes de son personnel sur des sujets aussi sensibles que l'égalité des sexes.
- Suivre avec attention le travail des fonctionnaires de la Banque qui n'ont pas intégré dans leurs opérations le problème de l'égalité des sexes, non pas faute de bonne volonté, mais faute de savoir comment procéder.
- Fournir au personnel de la Banque les informations et les encouragements dont ils ont besoin pour internaliser les problèmes d'égalité des sexes et intégrer dans leurs opérations de prêts les incitations dont les emprunteurs ont eux-mêmes besoin pour développer des opérations de ce genre.
- Sensibiliser les équipes de pays aux problèmes d'égalité des sexes et les inciter à prendre le temps nécessaire pour écouter les vues des communautés de base. Les femmes connaissent bien les handicaps dont elles sont victimes et sont capables de proposer des solutions.
- Commencer petit, mettre en confiance et avancer progressivement vers des opérations plus importantes quand grandissent la compréhension et la confiance. Lancer d'abord des projets attrayants, avant d'entreprendre des opérations particulièrement difficiles.
- Donner d'abord la priorité aux activités touchant le plus grand nombre, en inventant des méthodes qui stimulent les capacités de leadership de la population.

- Rassembler des données qui distinguent la situation des deux sexes, seul moyen de mesurer l'impact sur les femmes des interventions. Il convient cependant de noter qu'au lieu de souligner les différences entre les hommes et les femmes, il est peut-être préférable d'analyser l'évolution de la condition féminine ou de comparer la situation des femmes d'un pays avec celle des autres femmes.
- Enrichir l'analyse de la condition féminine par des méthodes participatives, telles que des ateliers et des groupes de discussion permettant l'expression de vues très diverses.

Recommandations pour l'OED

Les participants estimaient que dans son évaluation des travaux de la Banque sur l'inégalité des sexes l'OED devrait se poser la question suivante : Est-ce que la Banque a fait tout son possible pour promouvoir l'égalité des sexes ? Si la réponse est négative, pourquoi ? Dans l'affirmative, quels résultats ont été obtenus ? Les évaluations doivent être simples et directes ; elles doivent analyser les croyances et les attitudes, tout autant que les actions entreprises (l'influence des trois facteurs n'est pas séquentielle, mais interactive).

- L'OED devrait concentrer son attention sur les points fondamentaux. La Banque peut-elle influencer les croyances et les valeurs locales ? Peut-elle promouvoir le développement des institutions ? Comprend-elle bien comment les gouvernements, les marchés et la société civile traitent le problème de l'égalité des sexes ? Dans une économie de mondialisation du savoir, est-il possible que l'opinion des femmes et leur rôle dans la création de biens sociaux deviennent plus importants ?
- D'autres participants estimaient que cinq années étaient une période trop courte pour évaluer l'impact des politiques de la Banque. Mieux vaut se demander si la Banque a réorienté ses programmes d'aide vers des types d'opérations qui servent les intérêts des femmes, les incitent à participer, accroissent leur autorité et leur procurent des bénéfices. Les indicateurs clés qu'il conviendrait de mesurer seraient l'alphabétisation, la santé, la population et les microcrédits.